

DATE DE MISE EN LIGNE  
15 MARS 2023

## A R R E T E N° 2023.0031

PC 025 580 22 A0008 M01

<b>MAIRIE de VALENTIGNEY</b>		<b>PERMIS DE CONSTRUIRE</b> DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE	
<b>Demande déposée le 26/01/2023 et complétée le 26/01/2023</b>		<b>N° PC 025 580 22 A0008 M01</b>	
Par :	<b>Monsieur Akburak Isa</b>	<b>Surface de plancher : 23.96 m<sup>2</sup></b>	
Demeurant à :	<b>5, Jules Emile Zingg 25700 VALENTIGNEY</b>		
Sur un terrain sis à :	<b>Rue des vergers - Rue des carrières : LOT 6 25700 VALENTIGNEY BT 493, BT 504</b>	<b>Si dossier modificatif Surface de plancher antérieure : 146.80 m<sup>2</sup></b>	
Nature des Travaux :	Construction d'une maison individuelle, d'un garage accolé, d'une piscine (PC initial) et de 2 places de stationnement	<b>Surface de plancher nouvelle : 170.76 m<sup>2</sup></b>	

### **Le Maire de la Ville de VALENTIGNEY**

**Vu** la demande de permis de construire modificatif présentée le 26/01/2023 par Monsieur Akburak Isa,

**Vu** l'objet de la demande pour les modifications suivantes :

- **Suppression de la piscine d'une superficie de bassin de 28.00 m<sup>2</sup> et transformation de la terrasse R+1 en surface de plancher supplémentaire (+ 23.96 m<sup>2</sup>)**
- Sur un terrain situé rue des vergers - rue des carrières et nouvelle construction numérotée au 6, impasse Simone Veil
- Pour une surface de plancher créée de 23.96 m<sup>2</sup>,

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, et R 421-1 et suivants,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 octobre 2013 et le 22 mai 2014, et ses annexes, modifié par délibération du 16 novembre 2016,

**Vu** le Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) du Doubs et de l'Allan dans le Pays de Montbéliard et du Rupt sur la Commune de Bart approuvé le 27 mai 2005,

**Vu** la demande de permis de construire modificatif et ses plans réceptionnés en date du 26 janvier 2023,

**Vu** l'arrêté en date du 12 septembre 2022 accordant le permis de construire initial n° PC 025 580 22 A0008,

**Vu** l'information transmise à PMA - PFAC le 10/03/2023,

DATE DE MISE EN LIGNE : 15 MARS 2023

## ARRETE N° 2023.0031

PC 025 580 22 A0008 M01

### ARRETE

#### Article 1 :

Le présent permis de construire modificatif est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

#### Article 2 :

Toutes les prescriptions émises dans le permis de construire initial restent applicables.

#### Article 3 :

La présente décision ne prolonge pas la durée de validité du permis de construire initial.

#### Article 4 :

Il est rappelé au pétitionnaire l'article L 461-1 du code de l'urbanisme concernant le **droit de visite et de communication**. Ce dernier peut être exercé par l'autorité compétente pendant la durée des travaux et jusqu'à six ans après l'achèvement des travaux.

#### Article 5 :

Si vous entendez contester la présente décision, vous pourrez saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** qui suivent la réception de la présente. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme.

Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt : 26 JAN 2023  
Transmis à la sous-préfecture le : 15 MARS 2023  
Affiché le : 15 MARS 2023  
Notifié le : 15 MARS 2023

VALENTIGNEY, le 10 mars 2023

Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée



Lise VURPILLOT

#### Observations :

- Le projet est **soumis à la taxe d'aménagement**. L'avis d'imposition est transmis par la DDT et la **taxe payable 1 année** après émission de l'arrêté
- **La création de la surface de plancher** prévue dans la présente autorisation peut être le fait générateur de la Participation au Financement de l'Assainissement collectif (PFAC) instituée par délibération n° C2021/186 de Pays de Montbéliard Agglomération du 30 septembre 2021 en application de l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique (consultable sur le site internet [www.agglo-montbeliard.fr](http://www.agglo-montbeliard.fr)). A titre informatif, le montant de la PFAC pour un logement individuel est constitué d'une part fixe de 50 € et d'une part variable de 10 €/m<sup>2</sup> jusqu'à 100 m<sup>2</sup>, puis de 20 €/m<sup>2</sup> au-delà de 100 m<sup>2</sup> de surface de plancher créée avec un plafond à 6040 €. Vous recevrez après l'achèvement des travaux le titre de paiement correspondant
- **Ne pas édifier de constructions sur les réseaux existants**
- La construction est située dans une zone de **sismicité modérée classée 3** risque moyen catégorie II habitations individuelles définie par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255 et l'arrêté du 22/10/2010. Elle devra en conséquence **respecter les règles de construction parasismique**

## A R R E T E N° 2023.0031

PC 025 580 22 A0008 M01

imposées par lesdits décrets et les arrêtés préfectoraux N° 2011089-0006 et 2011090-0001-com25580.

- L'attention du pétitionnaire est attirée sur la **présence de sites karstiques non localisés** sur la commune
- Il est rappelé au pétitionnaire que **tout changement de destination** de la construction sera soumis à autorisation d'urbanisme

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

### ATTENTIVEMENT

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Le tribunal administratif** peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

#### **Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

#### **Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement).
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

#### **Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

#### **Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

